

BAZOOKA

RETARDER LES SOLUTIONS

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr

La grève des paramédicaux est déclarée illégale. Elle aurait tout aussi bien pu être légale puisque la Constitution et les textes de loi reconnaissent le droit aux travailleurs de la faire. Il s'agit donc d'une question d'interprétation dévolue aux seuls juges. Mais à les solliciter si souvent, sans effet pratique sur le traitement des problèmes, bien réels, que révèle et souligne la protestation sociale, la justice finira par ressembler au corps des CNS : la matraque légale qui ouvre les portes de la matraque réelle ou pire celles des prisons.

Pourquoi illégale et pourquoi ce choix du pouvoir de ne « dialoguer » avec les syndicats autonomes que par l'intermédiaire de la justice ? Nous sommes loin de la nécessaire négociation capable de faire aboutir les partenaires à des compromis positifs pour les travailleurs, pour nos différents systèmes de santé et d'éducation, pour la bonne gouvernance. Le gouvernement est également très loin de la nécessaire attention qu'il devrait porter aux avertissements, répétés, des experts sur la dégradation du pouvoir d'achat, sur la misère rampante qui touche sans cesse de nouvelles catégories sociales, sur le désespoir social qu'exprime le mouvement des haragas, sur le doute qui s'est emparé des lycéens sur leur avenir et la validité des programmes et des matières qu'on leur impose. Finalement, quelle est la catégorie sociale satisfaite des orientations politiques actuelles, à part les barons de l'import-export et toute cette faune qui pille joyeusement le pays et que les différents procès ouverts dans les quatre coins du pays nous dévoilent ? Aucune catégorie, pas même les patrons qui se plaignent de n'être pas écoutés. C'est quand même extraordinaire !

Et de répondre aux grévistes paramédicaux par l'interdiction de leur grève n'avancera à rien. Si leurs problèmes sont réels et urgents, ils referont grève plus tard et le gouvernement n'aura fait que retarder la solution.

M. B.

PERISCOPE

periscope2008@yahoo.fr
Le Soir d'Algérie - Mercredi 19 mars 2008 - Page 2

ÇA SE PASSE COMME ÇA CHEZ LA SEAL

Ayant reçu une facture d'eau particulièrement salée, un citoyen de Bordj-El-Kiffan s'est déplacé à l'agence locale de la SEAL, où il s'est vu informer que la facture avait été établie à forfait, vu que son compteur était en panne. Le lendemain, notre abonné revient à l'agence avec le volume réel de sa consommation et la preuve que son compteur était on ne peut plus fonctionnel, suite à quoi il lui a été promis une correction de tir lors de l'établissement de la prochaine facture. Une promesse vite oubliée, puisque 3 mois après, notre abonné reçoit une facture encore plus salée, établie, encore une fois, à forfait alors que son compteur fonctionne bel et bien.



Innovation oranaise

Un professeur de médecine de Bou Ismail, spécialiste de l'enfant, vient d'être affecté à l'EHU d'Oran pour la chirurgie cardiaque. Le gîte a été assuré par la direction de l'EHU à l'hôtel Shératon à 15 000,00 DA la nuitée, et ce, pendant 10 jours. S'agit-il d'une nouvelle forme d'intéressement pour attirer les médecins vers le secteur alors que les logements de l'EHU sont libres ? Quelle est la position du conseil scientifique sur l'utilisation rationnelle des deniers publics destinés aux malades ?



Inconstance chez Tou !

Le ministre de la Santé prouve, une fois de plus, son incapacité à gérer la protestation dans son secteur. Après avoir chargé son DRH de dire au secrétaire général du syndicat des paramédicaux que des contacts avaient été entrepris avec le ministère de l'Enseignement supérieur pour faire aboutir leur revendication relative au CMD, Tou s'est ravisé et n'a ni plus ni moins demandé à son collaborateur d'informer les syndicalistes qu'une action en justice allait être intentée contre le syndicat pour non-respect d'une décision de justice...



Ça ponctionne à l'Etusa

Les travailleurs de l'Etusa (ex-RSTA) ont été surpris de voir leurs salaires ponctionnés de 40 DA chacun, suite à la décision, unilatérale, de la direction de l'entreprise afin de venir en aide à l'un de leurs collègues.

Le hic est que — à moins qu'il ne s'agisse d'un homonyme — ce dernier est décédé en... 2003 !

